

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mai 2020**





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -117,851 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2020 s'élève à -117,851 Md€ contre -90,746 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-27,105 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 16,998 Md€, une baisse des recettes nettes de 6,635 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 3,473 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 165,522 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 7,186 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (7,176 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 6,041 Md€, au titre du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (4,000 Md€) et du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (2,041 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,804 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,801 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,920 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,585 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,069 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,735 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,651 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,573 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2020 s'élèvent à 165,522 Md€ contre 148,524 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+16,998 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 15,118 Md€ (montant principalement lié aux mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 13,002 Md€ et le financement d'une

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,623 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,292 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,168 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,925 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,585 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,856 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,704 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 0,892 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,783 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,602 Md€).

aide exceptionnelle de solidarité pour 0,880 Md€, ainsi qu'à l'augmentation des versements relatifs à la prime d'activité et au RSA pour 1,192 Md€), des dépenses d'investissement pour 1,072 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense » pour 1,019 Md€) et des dépenses de fonctionnement pour 1,051 Md€ (principalement au titre de la mission « Défense » pour 0,486 Md€ et de la mission « Investissements d'avenir » pour 0,340 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 75,171 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 6,775 Md€ ;

► **IR net** : 6,543 Md€ ;

► **IS net** : 2,759 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,085 Md€, dont 0,950 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,546 Md€ d'autres taxes intérieures (principalement au titre de la TICFE pour 0,489 Md€) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,899 Md€ (principalement au titre des prélèvements de solidarité pour 0,462 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,682 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,872 Md€, principalement la DGF (-2,052 Md€).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 91,873 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2020 s'élèvent à 91,873 Md€ contre 101,240 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,367 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes de TVA nette pour 10,086 Md€ (écart lié à des recettes brutes inférieures de 4,038 Md€ et à des R&D

supérieurs de 6,049 Md€ à ceux de 2019) et de TICPE pour 2,099 Md€. Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IR net de 3,062 Md€, en raison des recettes du circuit « PAS Collecteur », recouvrées dès janvier en 2020 alors qu'elles l'étaient à compter de février pour 2019, année de mise en œuvre du PAS.

## Recettes non fiscales : 4,601 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2020 s'élèvent à 4,601 Md€ contre 2,673 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,928 Md€) s'explique

essentiellement par l'encaissement de l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE au titre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -24,387 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mai 2020 s'élèvent à -24,387 Md€ contre -23,030 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,357 Md€) s'explique

essentiellement par une hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'UE à hauteur de 0,811 Md€ (hausse des prélèvements prévue en lois de finances).

## Fonds de concours : 3,084 Md€

Les fonds de concours à fin mai 2020 s'élèvent à 3,084 Md€ contre 0,923 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,161 Md€) s'explique

essentiellement par le financement du Plan d'urgence face à la crise sanitaire et du plan d'investissement dans les compétences.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -27,501 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,973 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,414 Md€ (principalement au titre de la CVAE pour 1,277 Md€ et des échéances de TF pour 1,147 Md€ et de TH pour 0,559 Md€) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 7,360 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixe pour 7,278 Md€) et des recettes pour 7,356 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général pour 7,185 Md€) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin mai 2020 s'élève à -27,501 Md€ contre -24,028 Md€ à fin mai 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,473 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 3,441 Md€

► Le compte « **Transition énergétique** » affiche des recettes pour 0,501 Md€ (essentiellement au titre de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

(principalement en raison d'une baisse de 2,925 Md€ du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » liée à des dépenses supérieures à celles de 2020 ainsi qu'à des recettes de TH, de CVAE et à un remboursement d'avances de TICPE revenant aux départements plus faibles qu'en 2019).

## Dettes financières de l'Etat au 30 avril : 1 962,020 Md€

La dette financière est en augmentation de 132,420 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 63,285 Md€)

et la reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€.

Le montant net des BTF a augmenté de 44,204 Md€.



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2020	2019 retraité 2019 exécuté		
unité : million d'€					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-25 728	-117 851	-90 746	-83 897	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	34 623	165 522	148 524	148 134	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	13 939	75 171	81 806	86 739	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 543	28 668	25 606	25 606	
- IS *	2 759	5 659	4 754	4 754	
- TVA	6 775	40 561	50 647	55 910	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 044	-27 501	-24 028	-22 502	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	3 923	137 054			16
Dette financière de l'Etat	33 317	1 962 020			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai			
	unité : million d'€	Mai	2020	2019 retraité	2019 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>					
Dotations des pouvoirs publics		0	994	993	991
Dépenses de personnel		10 897	55 475	55 397	55 421
Dépenses de fonctionnement		2 321	24 332	23 281	23 386
Charges de la dette de l'Etat		7 185	20 026	20 326	20 326
Dépenses d'investissement		561	6 643	5 571	5 572
Dépenses d'intervention		13 605	57 230	42 112	41 594
Dépenses d'opérations financières		53	823	845	845
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>		<b>34 623</b>	<b>165 522</b>	<b>148 524</b>	<b>148 134</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>					
Recettes fiscales		18 575	91 873	101 240	106 130
Recettes non fiscales		542	4 601	2 673	2 720
Prélèvements sur recettes		-5 555	-24 387	-23 030	-23 034
Fonds de concours		377	3 084	923	923
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>		<b>13 939</b>	<b>75 171</b>	<b>81 806</b>	<b>86 739</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>		<b>19 494</b>	<b>99 558</b>	<b>104 836</b>	<b>109 773</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>		<b>-20 684</b>	<b>-90 350</b>	<b>-66 718</b>	<b>-61 395</b>
<b>Comptes spéciaux</b>					
Solde des comptes d'affectation spéciale		498	3 244	3 018	4 545
Solde des comptes de concours financiers		-5 524	-31 007	-27 566	-27 566
Solde des comptes de commerce		-23	303	517	517
Solde des comptes d'opérations monétaires		-116	184	-289	-289
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>		<b>-5 044</b>	<b>-27 501</b>	<b>-24 028</b>	<b>-22 502</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>		<b>-25 728</b>	<b>-117 851</b>	<b>-90 746</b>	<b>-83 897</b>



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€	Mai	2020	2019 retraité
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 897</b>	<b>55 475</b>	<b>55 397</b>	<b>55 421</b>
Rémunérations d'activité	6 322	31 697	31 651	31 654
Cotisations et contributions sociales	4 521	23 487	23 432	23 453
Prestations sociales et allocations diverses	55	291	314	314
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>23 725</b>	<b>110 047</b>	<b>93 127</b>	<b>92 714</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>993</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 321</b>	<b>24 332</b>	<b>23 281</b>	<b>23 386</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 649	10 753	9 713	9 728
Subventions pour charges de service public	672	13 579	13 568	13 658
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>7 185</b>	<b>20 026</b>	<b>20 326</b>	<b>20 326</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	7 185	20 026	20 326	20 326
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>561</b>	<b>6 643</b>	<b>5 571</b>	<b>5 572</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	358	4 783	4 070	4 117
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	202	1 860	1 501	1 455
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>13 605</b>	<b>57 230</b>	<b>42 112</b>	<b>41 594</b>
Transferts aux ménages	5 004	24 113	23 924	23 193
Transferts aux entreprises	6 567	19 078	5 649	5 913
Transferts aux collectivités territoriales	328	3 723	3 600	3 602
Transferts aux autres collectivités	1 697	10 307	8 923	8 872
Appels en garantie	9	9	15	15
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>53</b>	<b>823</b>	<b>845</b>	<b>845</b>
Prêts et avances	0	207	118	118
Dotations en fonds propres	53	181	171	172
Dépenses de participations financières	0	435	555	555
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>34 623</b>	<b>165 522</b>	<b>148 524</b>	<b>148 134</b>





	Mois de mai		Cumul à fin mai 2020		Cumul à fin mai 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>15</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	4	0	7	7	2
Fonds pour la transformation de l'action publique	5	3	18	18	12
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	1	0	2	2	1
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>159</b>	<b>133</b>	<b>1 375</b>	<b>1 168</b>	<b>1 186</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	89	71	792	665	668
Diplomatie culturelle et d'influence	50	46	422	359	359
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	16	161	145	158
Présidence française du G7 <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>292</b>	<b>277</b>	<b>1 595</b>	<b>1 496</b>	<b>1 310</b>
Administration territoriale de l'Etat <sup>(2)</sup>	163	163	870	825	674
Vie politique, culturelle et associative	22	23	127	126	74
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	108	91	598	545	562
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>107</b>	<b>183</b>	<b>1 261</b>	<b>998</b>	<b>1 115</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	6	102	811	582	682
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	55	35	211	180	188
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	46	239	235	244
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>128</b>	<b>160</b>	<b>2 479</b>	<b>1 342</b>	<b>1 426</b>
Aide économique et financière au développement	10	72	1 368	545	645
Solidarité à l'égard des pays en développement	118	88	1 111	797	781
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>1 662</b>	<b>1 554</b>	<b>1 635</b>
Liens entre la Nation et son armée	1	2	14	8	12
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3	7	1 561	1 461	1 577
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	86	86	46
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>241</b>	<b>2 623</b>	<b>13 331</b>	<b>6 445</b>	<b>7 611</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	145	251	945	797	644
Aide à l'accès au logement	0	2 292	11 970	5 324	6 662
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	29	26	217	160	167
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	12	9	32	58	57
Interventions territoriales de l'Etat	4	2	23	18	20
Politique de la ville	50	42	145	88	61
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>62</b>	<b>49</b>	<b>330</b>	<b>292</b>	<b>292</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	45	32	194	164	163
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	95	87	89
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>239</b>	<b>220</b>	<b>1 516</b>	<b>1 065</b>	<b>939</b>
Patrimoines	101	56	455	303	275
Création	38	73	610	368	279
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	99	91	451	394	385
<b>DEFENSE</b>	<b>3 048</b>	<b>3 069</b>	<b>18 419</b>	<b>21 436</b>	<b>19 886</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	137	111	816	744	636
Préparation et emploi des forces	879	651	5 630	4 249	4 174
Soutien de la politique de la défense	1 708	1 735	9 627	9 369	9 250
Equippedement des forces	324	573	2 345	7 073	5 826
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>301</b>	<b>287</b>	<b>462</b>
Coordination du travail gouvernemental	40	41	248	234	219
Protection des droits et libertés	4	4	53	52	51
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	192



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2020		Cumul à fin mai 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>406</b>	<b>892</b>	<b>10 284</b>	<b>6 172</b>	<b>6 087</b>
Infrastructures et services de transports	136	281	3 179	1 926	1 769
Affaires maritimes	3	5	91	65	57
Paysages, eau et biodiversité	18	10	96	78	48
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	2	2	437	296	246
Prévention des risques	11	11	650	217	368
Energie, climat et après-mines	12	151	1 959	1 070	1 103
Service public de l'énergie	0	201	2 482	1 180	1 171
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	217	223	1 346	1 297	1 324
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat <sup>(1)</sup>	8	8	44	44	0
<b>ECONOMIE</b>	<b>382</b>	<b>208</b>	<b>1 437</b>	<b>1 049</b>	<b>770</b>
Développement des entreprises et régulations	336	162	951	570	268
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	33	192	185	194
Stratégie économique et fiscale	12	12	294	294	308
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>7 177</b>	<b>7 186</b>	<b>20 018</b>	<b>20 098</b>	<b>20 457</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	7 176	7 176	19 983	19 983	20 326
Appels en garantie de l'Etat	0	9	9	9	15
Epargne	0	1	26	26	36
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 841</b>	<b>5 804</b>	<b>31 849</b>	<b>31 645</b>	<b>31 373</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 920	1 920	9 560	9 559	9 364
Enseignement scolaire public du second degré	2 797	2 801	13 999	13 995	13 975
Vie de l'élève	262	243	3 193	3 149	3 053
Enseignement privé du premier et du second degrés	604	585	3 440	3 418	3 449
Soutien de la politique de l'éducation nationale	169	161	951	824	863
Enseignement technique agricole	90	94	707	700	671
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>778</b>	<b>783</b>	<b>4 389</b>	<b>4 168</b>	<b>4 271</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	598	602	3 180	3 093	3 180
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	58	57	421	373	379
Facilitation et sécurisation des échanges	122	116	646	621	622
Fonction publique	1	7	142	81	90
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>222</b>	<b>246</b>	<b>814</b>	<b>761</b>	<b>568</b>
Immigration et asile	159	179	639	607	470
Intégration et accès à la nationalité française	63	67	174	154	98
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>190</b>	<b>1 402</b>	<b>825</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	190	297	173
Valorisation de la recherche	0	0	0	450	313
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	655	339
<b>JUSTICE</b>	<b>689</b>	<b>698</b>	<b>4 055</b>	<b>3 744</b>	<b>3 815</b>
Justice judiciaire	326	270	1 657	1 438	1 460
Administration pénitentiaire	275	317	1 433	1 518	1 427
Protection judiciaire de la jeunesse	51	67	431	340	337
Accès au droit et à la justice	8	7	279	277	444
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	37	252	169	146
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>422</b>	<b>248</b>	<b>254</b>
Presse et médias	7	8	172	159	157
Livre et industries culturelles	1	8	250	90	98
<b>OUTRE-MER</b>	<b>35</b>	<b>49</b>	<b>1 541</b>	<b>709</b>	<b>777</b>
Emploi outre-mer	19	20	1 354	557	676
Conditions de vie outre-mer	16	29	187	152	101



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2020		Cumul à fin mai 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE <sup>(4)</sup></b>	<b>6 030</b>	<b>6 041</b>	<b>13 002</b>	<b>13 002</b>	<b>0</b>
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel <sup>(4)</sup>	4 000	4 000	9 500	9 500	0
Fonds de solidarité pour les entreprises <sup>(4)</sup>	2 030	2 041	3 502	3 502	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat <sup>(5)</sup>	0	0	0	0	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>993</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>985</b>	<b>633</b>	<b>25 354</b>	<b>13 670</b>	<b>13 168</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	56	68	13 006	6 648	6 577
Vie étudiante	71	169	1 799	1 479	1 387
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	815	176	6 631	2 790	3 023
Recherche spatiale	0	137	1 938	1 417	864
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	8	2	1 204	817	795
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	13	19	433	288	266
Recherche duale (civile et militaire)	0	43	149	52	58
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	2	2	35
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	18	192	178	165
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>536</b>	<b>5 634</b>	<b>3 007</b>	<b>2 990</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	366	3 763	1 999	1 973
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	754	412	353
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	102	1 116	596	664
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>489</b>	<b>234</b>	<b>1 757</b>	<b>1 744</b>	<b>1 628</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	489	231	1 635	1 606	1 475
Concours spécifiques et administration	-1	2	122	137	153
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>10 513</b>	<b>10 503</b>	<b>56 017</b>	<b>55 987</b>	<b>52 848</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 768	9 757	53 897	53 867	50 525
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	745	745	2 120	2 120	2 323
<b>SANTE</b>	<b>13</b>	<b>77</b>	<b>1 300</b>	<b>609</b>	<b>409</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	13	77	489	284	57
Protection maladie	0	0	811	324	352
<b>SECURITES</b>	<b>1 572</b>	<b>1 585</b>	<b>8 644</b>	<b>8 263</b>	<b>8 270</b>
Police nationale	831	856	4 360	4 388	4 331
Gendarmerie nationale	721	704	4 062	3 655	3 733
Sécurité et éducation routières	2	1	14	11	9
Sécurité civile	19	23	208	209	196
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>1 042</b>	<b>2 168</b>	<b>25 874</b>	<b>12 593</b>	<b>10 613</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	925	1 925	12 508	6 472	4 384
Handicap et dépendance	61	185	12 460	5 584	5 595
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	12	10	6
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	53	55	894	528	628
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>49</b>	<b>34</b>	<b>1 158</b>	<b>523</b>	<b>479</b>
Sport	12	12	301	162	171
Jeunesse et vie associative	37	19	550	317	264
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	3	307	44	43
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>794</b>	<b>660</b>	<b>5 966</b>	<b>5 012</b>	<b>4 902</b>
Accès et retour à l'emploi	358	382	3 352	2 590	2 587
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	377	188	2 300	2 104	1 994
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	8	38	33	51	51
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	51	53	282	267	270
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>41 361</b>	<b>45 126</b>	<b>262 997</b>	<b>221 509</b>	<b>201 371</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>30 848</b>	<b>34 623</b>	<b>206 980</b>	<b>165 522</b>	<b>148 524</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2020

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2020

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 23/03/2020

<sup>(5)</sup> Création en LFR du 25/04/2020



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>6 642</b>	<b>34 841</b>	<b>31 876</b>	<b>31 876</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>151</b>	<b>649</b>	<b>826</b>	<b>826</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>6 331</b>	<b>18 604</b>	<b>20 032</b>	<b>20 032</b>
Impôt sur les sociétés	6 152	18 176	19 606	19 606
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	179	429	427	427
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>899</b>	<b>5 070</b>	<b>4 861</b>	<b>4 861</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	45	345	373	373
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	222	1 351	1 299	1 299
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	15	253	291	291
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	100	133	126	126
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	0	5	16	16
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	0	77	12	12
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	2	29	51	51
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	462	2 569	2 484	2 484
Taxe sur les services numériques	2	76	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	50	231	198	198
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>385</b>	<b>2 619</b>	<b>4 718</b>	<b>4 343</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>12 584</b>	<b>72 495</b>	<b>76 533</b>	<b>81 795</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 085</b>	<b>13 581</b>	<b>15 241</b>	<b>15 244</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	23	179	179	179
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	7	78	80	80
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	13	5	5



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	126	825	1 142	1 142
Mutations à titre gratuit par décès	824	3 865	4 504	4 504
Contribution de sécurité immobilière	39	270	306	306
Autres conventions et actes civils	16	125	179	179
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	20	164	215	215
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	57	136	100	81
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	5	36	74	74
Timbre unique	11	73	117	117
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules <sup>(1)</sup>	6	213	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	546	4 792	5 133	5 133
Autres droits et recettes accessoires	0	2	3	3
Amendes et confiscations	1	11	19	19
Taxe générale sur les activités polluantes	73	77	272	272
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	21	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	88	90	90
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	10	23	23
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	21	22	22
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	20	22	22
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	22	23	23
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	108	669	884	884
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	1	123	304	304
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	25	95	158	158
Prélèvement sur les paris sportifs	6	181	223	223
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	13	40	28	28
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	143	704	430	430
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	27	155	132	153
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>29 077</b>	<b>147 860</b>	<b>154 088</b>	<b>158 977</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>18 575</b>	<b>91 873</b>	<b>101 240</b>	<b>106 130</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2020	2019 retraité	2019 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>		<b>1</b>	<b>90</b>	<b>560</b>	<b>560</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières		0	0	7	7
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés		0	86	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers		1	5	536	536
Autres dividendes et recettes assimilées		0	0	17	17
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>		<b>100</b>	<b>792</b>	<b>220</b>	<b>266</b>
Revenus du domaine public non militaire		18	83	69	69
Autres revenus du domaine public		0	1	2	2
Revenus du domaine privé		80	193	57	57
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques		2	134	88	88
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires		0	0	0	47
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat		0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs		0	380	0	0
Autres revenus du Domaine		0	0	4	4
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>		<b>86</b>	<b>474</b>	<b>502</b>	<b>502</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget		30	103	114	114
Autres frais d'assiette et de recouvrement		55	365	382	382
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne		0	2	3	3
Produits de la vente de divers biens		0	0	0	0
Produits de la vente de divers services		0	1	1	1
Autres recettes diverses		0	2	2	2
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>		<b>8</b>	<b>105</b>	<b>191</b>	<b>191</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers		2	19	30	30
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social		0	24	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics		1	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances		0	37	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile		5	21	79	79
Autres avances remboursables sous conditions		0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat		0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées		0	3	55	55



	Mois	Cumul à fin mai		
	Maï	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>301</b>	<b>2 679</b>	<b>605</b>	<b>605</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	264	291	199	199
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	10	39	111	111
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	2	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	26	2 294	236	236
Frais de poursuite	0	3	5	5
Frais de justice et d'instance	0	3	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>47</b>	<b>462</b>	<b>596</b>	<b>596</b>
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	85	98	98
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	5	30	75	75
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	2	3	3
Récupération d'indus	0	4	15	15
Recouvrements après admission en non-valeur	7	41	49	49
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	9	13	13
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	12	14	14
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	145	182	182
Produits divers	-3	11	21	21
Autres produits divers	13	113	81	81
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>542</b>	<b>4 601</b>	<b>2 673</b>	<b>2 720</b>



	Mois	Cumul à fin mai			
	unité : million d'€	Mai	2020	2019 retraité	2019 exécuté
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>		<b>-2 872</b>	<b>-13 120</b>	<b>-12 575</b>	<b>-12 578</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement		-2 052	-10 234	-10 141	-10 182
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs		-1	-2	-2	-2
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements		0	1	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)		-278	-1 163	-1 078	-1 078
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale		-35	-36	-5	-5
<b>Dotations</b> élu local		0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse		0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion		0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges		0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire		0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire		0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle		-246	-1 235	-1 266	-1 266
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale		-8	-11	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle		0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants		0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte		-9	-80	-45	-45
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires		0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle		-215	-217	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport		0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane		0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage <sup>(1)</sup>		-29	-105	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française <sup>(1)</sup>		0	-38	-38	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>		<b>-2 682</b>	<b>-11 267</b>	<b>-10 456</b>	<b>-10 456</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>		<b>-5 555</b>	<b>-24 387</b>	<b>-23 030</b>	<b>-23 034</b>
<b>Fonds de concours</b>					
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux		363	2 988	819	819
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale		14	96	105	105
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>		<b>377</b>	<b>3 084</b>	<b>923</b>	<b>923</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020





	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€								
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 861</b>	<b>5 359</b>	<b>27 876</b>	<b>27 492</b>	<b>31 120</b>	<b>32 037</b>	<b>3 244</b>	<b>4 545</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres <sup>(1)</sup>	0	0	0	166	0	201	0	36
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	11	43	83	120	432	629	350	509
Développement agricole et rural	2	94	5	2	107	113	102	110
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	9	31	89	145	155	158	66	13
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	1 491	0	1 491
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	14	12	195	98	110	161	-84	63
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	100	0	782	186	1 613	87	831	-100
Pensions	4 724	4 678	24 190	23 954	25 555	25 571	1 364	1 618
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	1	0	71	117	70	117
Transition énergétique	1	501	2 532	2 822	3 077	3 510	545	688
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 061</b>	<b>3 537</b>	<b>47 590</b>	<b>46 755</b>	<b>16 583</b>	<b>19 189</b>	<b>-31 007</b>	<b>-27 566</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	15	10	1 606	1 531	660	710	-946	-821
Avances à l'audiovisuel public	0	104	1 579	1 608	687	934	-892	-675
Avances aux collectivités territoriales	8 973	3 414	44 074	43 439	15 101	17 391	-28 973	-26 048
Prêts à des Etats étrangers	0	6	57	85	120	153	63	68
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	73	3	275	91	15	0	-259	-90
<b>Comptes de commerce</b>	<b>7 607</b>	<b>7 584</b>	<b>21 977</b>	<b>22 490</b>	<b>22 280</b>	<b>23 006</b>	<b>303</b>	<b>517</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	44	16	240	283	384	330	144	47
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	10	13	65	68	66	68	0	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	123	123	551	599	551	663	0	64
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	15	34	107	122	169	264	62	142
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	7 360	7 356	20 821	21 203	20 817	21 197	-4	-6
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	3	1	0	4	0	4	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	18	21	20	26	2	4
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	7	10	7	6	0	-4
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	51	33	167	183	262	453	94	269
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>420</b>	<b>303</b>	<b>707</b>	<b>1 136</b>	<b>891</b>	<b>848</b>	<b>184</b>	<b>-289</b>
Emission des monnaies métalliques	2	5	62	67	20	69	-43	2
Opérations avec le Fonds Monétaire International	418	296	644	1 067	869	776	224	-291
Pertes et bénéfices de change	0	2	0	2	2	2	2	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>21 949</b>	<b>16 784</b>	<b>98 149</b>	<b>97 873</b>	<b>70 873</b>	<b>75 080</b>	<b>-27 276</b>	<b>-22 793</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>21 531</b>	<b>16 487</b>	<b>97 505</b>	<b>96 806</b>	<b>70 004</b>	<b>74 304</b>	<b>-27 501</b>	<b>-22 502</b>

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	123	425
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	74	373
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>610</b>	<b>198</b>	<b>808</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	3 177	779	3 956
		Départements	7 387	-1 240	6 147
		Communes	25 264	-2 785	22 479
		HLM	237	-54	182
		Autres	25 492	-1 524	23 969
		<b>Total CEPL</b>	<b>61 558</b>	<b>-4 824</b>	<b>56 734</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 578</b>	<b>1 525</b>	<b>7 103</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	7 220	23 798
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	4 090	10 377
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	1 060	4 870
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	1	1 491
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>28 165</b>	<b>12 371</b>	<b>40 536</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 455</b>	<b>144</b>	<b>15 599</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>3 281</b>	<b>-1 496</b>	<b>1 786</b>
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	70	1	71
		GIP	841	178	1 019
		EPLÉ	2 522	1 074	3 596
Autres correspondants		10 275	-491	9 784	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		46	-46	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 755</b>	<b>716</b>	<b>14 470</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>128 402</b>	<b>8 634</b>	<b>137 036</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	21	-1	19	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>21</b>	<b>-1</b>	<b>19</b>	
	<b>Total Passif (A)</b>	<b>128 422</b>	<b>8 632</b>	<b>137 055</b>	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	<b>Total Actif (B)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>	<b>128 422</b>	<b>8 633</b>	<b>137 054</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2020
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 822 823</b>	<b>107 489</b>	<b>1 930 313</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 715 890</b>	<b>63 285</b>	<b>1 779 176</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	63 285	1 779 176
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	55 822	1 545 316
- <i>taux variable</i>	200 264	7 265	207 529
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>106 933</b>	<b>44 204</b>	<b>151 137</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	44 204	151 137
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 776</b>	<b>24 931</b>	<b>31 707</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 829 600</b>	<b>132 420</b>	<b>1 962 020</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

### Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

*NB :* La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

## FMI : Fonds Monétaire International

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.